

*Politique et gestion des finances publiques. Québec et Canada*  
d'André Bernard, Sillery, Presses de l'Université du Québec,  
1992, 470 p.

J. Pierre Fortin

Number 23, Winter 1993

Tendances de la science politique au Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040753ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040753ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fortin, J. P. (1993). Review of [*Politique et gestion des finances publiques. Québec et Canada* d'André Bernard, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992, 470 p.] *Politique*, (23), 218–220. <https://doi.org/10.7202/040753ar>

---

***Politique et gestion des finances publiques Québec et Canada***

d'André Bernard, Sillery, Presses de l'université du Québec, 1992, 470 pages.

Ce volume s'inscrit dans le courant des ouvrages sur les finances publiques écrits par des économistes tels que Richard A. Musgrave et Peggy B. Musgrave, *Public Finance in Theory and Practice*, J.C. Strick, *Canadian Public Finance*, Ronald C. Fisher, *State and Local Public Finance*. Sans en avoir la profondeur, il a le mérite de privilégier une perspective qui relève de la science politique pour faire comprendre les finances publiques. Si le résultat peut sembler un peu terne aux lecteurs férus d'économétrie et de graphiques, les non-initiés devraient y trouver leur compte. Le livre est sans prétention et l'auteur ne s'en cache pas. «Ce texte procède de notes de cours...», écrit-il dans l'avant-propos. Il ajoute un peu plus loin que trois des neuf chapitres s'appuient sur son mémoire de maîtrise réalisé en 1961 et 1962, et que le texte est destiné à l'enseignement. Nul doute que le volume remplira efficacement son objet premier d'être un outil didactique en matière de finances publiques.

La cohérence de l'ouvrage est sans reproche. Chaque chapitre constitue une utile introduction au suivant.

S'appuyant sur une dialectique impeccable, André Bernard s'emploie à tirer une conclusion et à présenter un résumé à la fin de chaque chapitre. En prime, il offre aux professeurs qui utiliseront le volume d'intéressantes questions qui invitent à la discussion, à la réflexion et à la recherche.

L'auteur traite d'abord des finances publiques dans la société. Après une définition, disons un peu timide, du secteur public, il propose des points de repères démographiques, économiques et matériels pour mesurer l'évolution et l'importance des budgets du secteur public. Il enchaîne ensuite sur la question des politiques en établissant des liens causals entre la politique économique, la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique de dépenses et la politique fiscale. Évitant fort habilement l'interminable débat entre interventionnistes et non-interventionnistes, il n'en réussit pas moins à camper la problématique de l'intervention de l'État dans l'économie. On aurait souhaité qu'il pousse un peu plus loin la question de l'impact des politiques du gouvernement fédéral sur les choix budgétaires des gouvernements provinciaux. Puis, après avoir traité de politique fiscale sous ses angles les plus importants, il explique les contraintes imposées aux décideurs politiques par la logique de la continuité et les demandes de services nouveaux ou additionnels. Poursuivant sur la question des contraintes institutionnelles, l'auteur relate d'une manière tout à fait intéressante l'évolution de nos institutions parlementaires sur la question des impôts et des dépenses publiques depuis 1791. Il ne rate pas l'occasion de rappeler que «la dette nette de l'ancien Haut-Canada était dix fois plus importante que celle de l'ancien Bas-Canada, en 1840». Il entreprend ensuite, dans une perspective franchement didactique, d'expliquer la préparation, l'optimisation, l'autorisation, l'exécution et l'évaluation du budget des dépenses.

La première phase du cycle budgétaire, la préparation des budgets de dépenses, est présentée dans une perspective à la fois historique et politique. Historique en ce que l'auteur montre l'évolution des approches budgétaires jusqu'à l'avènement de la rationalisation des choix budgétaires; politique en ce qu'il montre le jeu des différents acteurs. Ce

qui apparaîtra ensuite à certains comme une digression inutile, se révélera rapidement un sujet habilement traité. En effet l'optimisation du budget de dépenses met en évidence la problématique de la productivité et de la satisfaction à l'égard du secteur public. L'auteur poursuit avec la seconde phase du cycle budgétaire, l'autorisation du budget des dépenses. Il y est question de la procédure des assemblées parlementaires, d'un historique de l'écart entre les prévisions et la réalité dans les budgets de dépenses, des recours abusifs aux crédits permanents et aux crédits supplémentaires, de l'importance de la couverture des médias sur le discours du budget. La phase suivante du cycle budgétaire, l'exécution du budget, est traitée sous l'angle des procédures qui conduisent à la dépense. Quoiqu'un peu fastidieux, ce chapitre fait bien ressortir la lourdeur du système de gestion financière des gouvernements. «La démocratie ne peut s'épanouir dans la corruption», signale André Bernard. D'où, semble-t-il, la nécessité d'un contrôle rigoureux. Quant à la dernière phase du cycle budgétaire, l'évaluation rétrospective, elle concerne l'évolution et le rôle de la vérification législative, de la fonction du contrôleur des finances et de l'évaluation de programmes.

En résumé, les bons points du livre d'André Bernard sont sa valeur didactique évidente pour l'initiation aux finances publiques, l'intérêt des faits historiques rapportés, la cohérence de l'ensemble et la généreuse liste de choix de textes (47 pages). Les moins bons : l'anachronisme des données de plusieurs tableaux; l'excès de détails dans le traitement de certains sujets; l'absence ou l'insuffisance du traitement d'autres sujets tels que la dette publique, les régimes de retraites, les transferts gouvernementaux, les entreprises publiques et les administrations locales. Sans doute de la matière pour un auteur en quête de sujets!

J. Pierre Fortin

*École nationale d'administration publique*